

# Pauvres parmi les pauvres ? Des femmes

Janine Mossuz-Lavau

Pauvres  
parmi les pauvres ?  
Des femmes

Janine Mossuz-Lavau

## SOMMAIRE

<b>Définition</b> .....	6
La pauvreté et le poids du genre .....	6
<b>Témoignages</b> .....	12
Comment font-elles ? .....	12
<b>Réactions</b> .....	23
Nos concitoyens face aux pauvres .....	23
<b>En guise de conclusion : que faire ?</b> .....	30

## INTRODUCTION

« L'argent ne fait pas le bonheur », entend-on parfois dire. À quoi Jules Renard rétorquait : « Si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le !<sup>1</sup> ». Sans prétendre que confisquer à quelques-uns leur parachute doré suffirait à résorber la grande pauvreté existant en France – au demeurant le cinquième pays le plus riche du monde –, il serait cependant nécessaire d'opérer une meilleure redistribution des euros. Il faut se rendre à l'évidence : la pauvreté n'est pas neutre. Elle a un genre, elle frappe d'abord la population féminine<sup>2</sup>. Et cela, de quelque manière qu'on la définisse. Cette note a pour objet de répertorier tout d'abord les définitions que l'on donne pour restituer ensuite, ce qui est moins connu, le vécu des femmes pauvres, et pour

**Janine Mossuz-Lavau** est directrice de recherche CNRS au CEVIPOF, (Centre de recherches politiques de Sciences Po).

---

1. Jules Renard, *Journal*, Paris, Éditions Gallimard, 1935, p. 697.

2. Cf. le travail pionnier de la revue *Travail, genre et sociétés*, n° 1, avril 1999. Dossier « Travail et pauvreté : la part des femmes », coordonné par Margaret Maruani et Rachel Silvera.

montrer enfin le regard que jette la société sur ces personnes qui ne savent non seulement pas comment elles vont finir le mois mais souvent comment elles vont le commencer. Les électeurs de droite et ceux de gauche ne font pas à cet égard les mêmes analyses.

## DÉFINITION

### *La pauvreté et le poids du genre*

Dans son *Dictionnaire*, l'INSEE donne de la « pauvreté monétaire » la définition suivante : « Un individu (ou un ménage) est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. L'INSEE, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative (...). Dans l'approche en termes relatifs, le seuil est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général un seuil à 60 % de la médiane des niveaux de vie. La France privilégie également ce seuil, mais utilise aussi très largement un seuil à 50 %, seuil de référence jusque récemment ».

Ce « niveau de vie » renvoie à « l'ensemble des salaires déclarés au fisc, auxquels on ajoute les prestations sociales et retranche les impôts directs<sup>3</sup> ». En 2004, le revenu médian s'établissait à 1 314 € mensuels. Le seuil de pauvreté était donc fixé à 657 € si l'on retenait les 50 %, 788 € si l'on prenait au contraire les 60 % (ce qui, dans ce dernier cas concernait 6,9 millions de personnes). En 2005, un individu est défini comme « pauvre » quand ses revenus mensuels sont inférieurs à 681 € (50 %) ou 817 € (60 %).

Or les femmes et les hommes ne vivent pas dans les mêmes proportions au-dessous de ce seuil de pauvreté. Dans sa mise à jour de 2007, l'INSEE indique que sont concernés 12,6 % des premières et 11,5 % des seconds<sup>4</sup>, si l'on prend en compte le seuil de 60 % qui me semble être le minimum de ce que l'on peut utiliser si l'on ne veut pas traiter uniquement de ceux qui ne mangent même pas à leur faim. Cet écart se retrouve à tous les âges et à son maximum chez les 75 ans et plus: 12,8 % des femmes, 9,2 % des hommes.

3. Margaret Maruani, *Les mécomptes du chômage*, Paris, Éditions Bayard, 2002, p. 104.

4. Individus des ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Mais là encore, cette définition semble bien restrictive et renvoyer à la misère plus qu'à la pauvreté. Pendant longtemps, on a estimé que la pauvreté résultait du fait d'être sans emploi. Mais aujourd'hui, on peut être pauvre tout en travaillant et de nouvelles définitions doivent être envisagées. Margaret Maruani retient pour sa part la notion de « bas salaire », « égal aux deux tiers du salaire médian, soit à 98 % du SMIC<sup>5</sup> ». Elle appelle « salariés pauvres tous ceux qui, de leur travail, perçoivent une rémunération mensuelle inférieure au SMIC ». En mai 2008, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, le SMIC brut s'élève à 1 308,88 €, soit en net, approximativement 1 000 €<sup>6</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, il est passé à 1 321,02 € (bruts). Pas de quoi faire des folies !

Il me semble plus pertinent de raisonner en salaires nets car les gens n'achètent pas à manger avec du brut<sup>7</sup>. Dans ces derniers cas de figure, il s'agit bien de satisfaire (sans souvent y parvenir) des besoins élémentaires. Or 80 % de ces salariés pauvres sont des

5. Margaret Maruani, *ibid*, p. 107.

6. L'INSEE précise qu'il s'agit d'une estimation indicative compte tenu des différents taux de cotisation. On peut ajouter que pour 39 heures avec majoration de salaire de 10 %, le SMIC bruts est à 1 473,43 €, et avec majoration de salaire de 25 % à 1 495,87 € bruts (chiffres de mai 2008).

7. Même si l'on sait que c'est la différence entre le net et le brut qui permet de payer les retraites, les prestations familiales, les dépenses de santé, etc.

femmes, qui se retrouvent dans cette situation parce que, dans un certain nombre de cas, elles travaillent à temps partiel. Dans sa mise à jour de février 2008, l'INSEE estime à 82 % la part des femmes dans la population active occupée de 15 ans et plus à temps partiel. Parmi ceux qui travaillent 30 heures ou plus par semaine, elles sont 83,9 % (82,1 % pour les 15-29 heures et 78,9 % pour les moins de 15 heures). Et il faut savoir que ce temps partiel est très souvent contraint, subi. Rien à voir avec le congé du mercredi choisi par des femmes fonctionnaires. Il est aussi peu qualifié et mal payé.

Les femmes sont également plus touchées par le chômage. Et ce d'autant plus qu'elles sont jeunes et ouvrières. En 2006, 9,6 % d'entre elles recherchent un emploi (8 % des hommes) mais, entre 15 et 24 ans, elles sont 24 % (21 % des hommes), pour une part en raison de leur plus faible détention de diplômes scientifiques ou techniques, mais aussi parce que toujours vues par les employeurs comme « potentiellement enceintes ». Parmi les ouvriers, les taux de chômage s'élèvent à 17,3 % pour les femmes et 10,2 % pour les hommes. En 2007, le chômage a, comme on le sait, diminué mais 7,8 % des hommes sont concernés contre 8,3 % des femmes (chiffres du 3<sup>e</sup> trimestre 2007).

Il faut y ajouter « le halo du chômage » qui comprend les chômeurs « découragés », les indisponibles (notamment rendus tels par la présence de jeunes enfants), en activité réduite et là encore les femmes sont plus touchées que les hommes<sup>8</sup>.

Indiquons encore quelques chiffres (en vigueur au premier semestre 2008) dans ce parcours en termes de pauvreté : le RMI fixé à 447,91 € pour une personne seule (671,87 € avec un enfant et 806,24 € avec deux enfants), l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) à 7 537,30 € par an, l'allocation aux adultes handicapés (AAH) à 628,10 € mensuels, l'allocation parent isolé (API) qui complète les ressources jusqu'à concurrence d'un plafond de 566,79 € par mois pour une femme enceinte, de 755,72 € pour un enfant à charge, plus 188,93 € par enfant supplémentaire<sup>9</sup>. On aura alors une idée des difficultés qui frappent quotidiennement nos concitoyens et, au premier chef, nous l'avons vu plus haut, nos concitoyennes<sup>10</sup>.

---

8. Margaret Maruani, *ibid*, p. 42.

9. L'API est versée lorsqu'est présent au moins un enfant de moins de 3 ans.

10. Concernant tous ces chiffres, cf. le site de l'INSEE et aussi *Femmes et Hommes. Regards sur la parité*, INSEE-Références, Édition 2008.

De mon point de vue, le SMIC lui-même suffit à ranger celui ou celle qui le perçoit dans la catégorie des pauvres et, à gauche, on ne peut pas renoncer à envisager son augmentation (celle-ci avait été annoncée pendant la campagne présidentielle de 2007). Même avec un peu plus que le SMIC, on ne sort pas forcément de la pauvreté. Mais on y reviendra plus tard. La question que l'on se posera d'abord ici est celle du « comment » : comment font-elles, ces femmes qui ont si peu pour vivre et souvent faire vivre leur famille, pour subsister malgré tout ? Car si, par exemple, dans les familles monoparentales, 15,4 % des pères sont sous le seuil de pauvreté, 53,6 % des mères inactives et 22,2 % des mères actives sont dans ce cas-là (avec le seuil à 60 % du revenu médian). Je ne m'attacherai pas ici à la misère des SDF qui nous saute au visage à chaque coin de rue<sup>11</sup> mais à la pauvreté invisible. À celle de ces femmes sur le front desquelles il n'est pas inscrit « pauvre » mais qui n'en ont pas moins les pires difficultés à survivre et à faire vivre leurs enfants.

---

11. Sur les SDF, l'essentiel a été écrit par Patrick Declerck dans *Le sang nouveau est arrivé*, Paris, Éditions Gallimard, 2005.

## TÉMOIGNAGES

### *Comment font-elles ?*

Du début 2004 à fin 2005, j'ai effectué une enquête qualitative sur le rapport des Français à l'argent (publiée en 2007 sous le titre *L'argent et nous*<sup>12</sup>. J'ai réalisé (et fait réaliser) 105 entretiens auprès d'hommes et de femmes de tous âges, tous milieux et toutes régions. Des pauvres, des moyens, des riches.

Quelques mots tout d'abord sur les pauvres parmi lesquels on retrouve des rmistes, des chômeurs, des smicards mais aussi des personnes qui ont un peu plus que le SMIC mais que l'on ne peut pas à mon sens ne pas considérer comme pauvres. Quand on les écoute longuement, on est frappé par le fait qu'elles ne peuvent s'en sortir qu'à l'une ou l'autre (quand ce n'est pas l'une *et* l'autre) de trois conditions : soit en bénéficiant d'aides familiales (financières ou pour certaines un logement gratuit ou hérité), soit en se procurant des « à-côtés » (par le travail au noir, parfois le business – vente de shit –, parfois le vol), soit en s'engouffrant dans les

crédits revolving. Les femmes, les plus touchées par la pauvreté, ont recours à tout cela, à l'exception peut-être du trafic de drogue. Je n'en ai en tout cas pas rencontré au cours de mon enquête. Elles sont plus enclines à voler dans les grandes surfaces, comme Emmeline, comédienne de 51 ans, souvent au chômage, divorcée et touchant pour sa fille de 17 ans, une pension de 170 € mensuels. Comme elle le dit : « Pas même un steak haché par jour. » Alors, quand elle n'en peut plus de l'austérité quotidienne, elle vole une bouteille de bon vin dans le super marché du coin. « Salauds de pauvres », disait-on dans le film d'Autant-Lara, *La traversée de Paris* (1956).

Je voudrais donc restituer ici le vécu de cette population féminine touchée par la pauvreté, aux différents âges de la vie et dans ses mots à elle, ses rires, ses pleurs, ses colères. Comme le dit une rmiste de 48 ans : « Le problème, c'est qu'on m'a appris à tricoter, mais pas à faire des bombes, autrement ça fait longtemps que ça aurait pété (...). Je suis très en colère, c'est pas vivre ça. Un pays qui fait vivre son peuple comme ça, c'est pas un pays, c'est une merde. »

Des plus jeunes aux plus âgées, les contextes diffèrent mais, si l'on se réfère à Emile Zola (« Ceux qui ont et ceux qui n'ont pas »),

12. *L'argent et nous*, Éditions de La Martinière, 2007.



l'élément fédérateur se retrouve bien dans le manque vécu par chacune à sa manière. À certains lecteurs, les témoignages des « vraies gens », comme on les appelle parfois, peuvent paraître anecdotiques mais il me semble que c'est dans le vécu de chacun que l'on est confronté à la réalité d'une société dont l'organisation ne peut être déclinée sur le seul mode des chiffres. Pour ma part, en ce qui concerne les femmes pauvres dont il est question ici, je suis convaincue que le bricolage, les arrangements et aussi l'autocensure auxquels elles doivent recourir nous en disent autant sur la nécessité de conduire une politique susceptible d'améliorer leur sort que la référence aux seules statistiques.

Entrons dans le monde des actives de 21-25 ans (je ne traiterai pas des étudiantes qui ont des perspectives différentes de celles qui sont déjà au travail). La génération de la débrouille. Car on n'a pas encore, à cet âge-là, les besoins, ou les envies d'installation, de sécurité qui caractérisent les aînées. En matière de logement tout d'abord. Léa, 21 ans, infographiste qui gagne 1 000 € par mois au noir, vit dans l'appartement de ses parents qui résident souvent dans leur maison de campagne. Une autre, 23 ans, avec le même salaire, est logée par un oncle. Flora, 22 ans, serveuse, avec 830 €

mensuels habite un studio qui appartient à son père. Elles ont parfois reçu un peu d'argent de leur famille. Elles ne roulent donc pas sur l'or et doivent gérer au plus près leurs rentrées. Flora « dépense intelligemment », dit-elle en s'accordant un plaisir et en se privant ultérieurement : « J'ai envie de me faire un restau, de sortir avec des amis, je le fais et, pendant deux semaines, tant pis, je m'achète pas de clopes. » Certaines sont aidées par leurs idées politiques. Léa, qui milite à Ras-l'Front et qui a séjourné en Afrique, ne veut pas accorder trop d'importance à l'argent, mais elle sait qu'elle ne pourra pas s'en tenir éternellement à cette attitude. La pauvreté est vécue de manière presque indolore notamment en raison de ce que j'ai signalé plus haut : l'aide familiale offerte sous la forme du logement. Car il n'est pas question d'envisager le paiement d'un loyer. Pour celles qui n'ont pas cette chance, restent les colocations (plutôt pratiquées par les garçons), les foyers, les squats chez les uns ou les autres.

Quand on s'intéresse aux 26-39 ans, on arrive de plein fouet dans la génération du chômage. Et qui pourtant est encore en mesure de faire des projets, d'envisager une amélioration de sa situation, mais pour qui se pose la question de la vie en couple et des enfants. À

partir de 25 ans, on peut être pauvre de plusieurs manières : en étant actif avec un salaire inférieur ou à peine supérieur au SMIC, en étant chômeur avec le bénéfice des Assedic, en touchant le RMI ou l'allocation de parent isolé<sup>13</sup>. On laissera ici encore de côté les étudiantes prolongées qui ont des perspectives d'avenir susceptibles, on peut l'espérer, de les éloigner de la pauvreté. On est encore à l'âge où les parents acceptent – quand ils le peuvent et parfois de mauvais gré – d'apporter une aide. Ingrid, 37 ans, au chômage, serait au plus mal si ses parents ne payaient pas son loyer. Mais ce n'est pas une situation confortable. Son père ne manque pas de lui dire : « Je trouve inadmissible que tu en sois là. »

Emilie, 36 ans, qui collectionne les petits boulots, vit avec son fils dans un deux-pièces que lui a donné sa mère (un héritage). Elle a été un temps au RMI et s'en souvient comme d'un cauchemar : « C'était affreux, je ne pouvais pas aller boire un café. C'était même pas café crème ou pas crème, c'était : non, j'ai déjà bu un café hier. »

13. Le montant de l'API dépend du nombre d'enfants à charge et n'est versé que s'il y a un enfant de moins de 3 ans. Il se calcule par la différence entre le montant maximum de l'API et de la totalité des ressources du parent isolé. L'allocation complète les ressources jusqu'à 566,79 € par mois pour une femme enceinte et 755,7 € pour un enfant à charge (plus 188,93 € par enfant supplémentaire).

Restrictions aussi sur les sorties car certaines ont l'impression humiliante qu'elles seraient obligées de vivre aux crochets des autres, qu'elle ne pourraient pas « rendre ». « C'est comme si on me faisait l'aumône » dit une chômeuse, invitée à prendre un verre par une amie. Certaines rationalisent leur situation en disant qu'elles ne voudraient pas, pour gagner plus d'argent, faire n'importe quel travail car la hantise est aussi d'avoir « des vies de rien ». Travailler pour vivre oui, mais à la condition que le travail ne soit pas l'exact contraire de la vie. Mais certaines finissent par se résigner, par compter chaque sou parce que c'est la seule garantie de pouvoir le lendemain manger, se transporter, reproduire de fait sa force de travail.

Avec les pauvres de 40 à 58 ans, nous nous trouvons face à une autre problématique. Elles ne sont plus jeunes mais pas encore à l'âge de la retraite même si certaines, pour des raisons de santé, ne sont plus au travail. Elles sont installées dans la pauvreté et ont moins d'espoir de sortir de leur catégorie que les 26-39 ans pour lesquelles des améliorations sont encore possibles.

Il y a d'abord celles qui sont nées pauvres et ont dû travailler très tôt, sans avoir pu acquérir une formation leur permettant d'évoluer.

Arrêtons-nous sur le cas d'Adeline, 57 ans, aujourd'hui femme de ménage, avec un mari, un temps au chômage, qui touche une retraite de 900 €. « Ça fait trente-six ans que je suis mariée, dit-elle, ça fait trente-six ans qu'on vit dans les crédits. » Elle se souvient d'un Noël douloureux parce que la famille n'avait pas le premier franc pour en faire – notamment pour les deux enfants – un jour différent des autres. Un de ses amis voulait qu'ils fêtent Noël ensemble. Elle a refusé en disant que ses enfants étaient malades. Mais l'ami a compris la situation et, raconte-t-elle, « avec sa femme, ils sont revenus avec des filets garnis parce qu'ils avaient vu que j'avais la larme à l'œil et que je n'osais rien dire. Pendant qu'ils étaient là, j'avais dû ouvrir mon frigo pour donner quelque chose à mon fils et ils ont dû voir que le frigo était vide. » Aujourd'hui, ses enfants sont adultes mais elle a dû se résoudre à ne les recevoir qu'un dimanche sur deux, faute d'argent. Elle est locataire de son appartement, ce qui pèse lourdement sur le budget du couple, et dit : « Je me souviens plus être allée au restaurant (...). Pas question d'acheter un CD ou un DVD, ou d'écouter un artiste de passage. » Sa mère, atteinte de la maladie d'Alzheimer, est placée depuis cinq ans. Récemment, le Conseil régional a demandé à Adeline de verser pour elle 1 500 € par mois, le reste étant financé par la retraite de la malade. Adeline fait partie

de ceux qui pourraient dire, avec le slameur Grand Corps malade : « Quand on me parle d'avenir, j'ai tendance à changer de chaîne. »

Un autre cas retient aussi l'attention. Celui de Rose, 58 ans, abandonnée à l'âge de deux mois par ses parents et qui a vécu jusqu'à 12 ans dans un orphelinat puis a été placée chez des paysans. Elle garde des enfants après avoir été ouvrière dans la métallurgie. Elle gagne à peu près le SMIC, est célibataire et loue un appartement pour 270 € par mois charges comprises. Elle fait « très attention ». « Quand j'ai mon salaire, j'achète rien jusqu'au 15 du mois, parce que j'ai tous mes prélèvements, enfin l'électricité, le loyer, les impôts. Jusqu'au 15, j'ai toujours peur d'être à découvert. »

Pouvoir se nourrir est au centre des plaisirs que s'accorde Rose qui ne sort jamais (et habille sa résignation d'un « j'aime pas les sorties »). Mais ce qui est intéressant dans ce cas, c'est l'appréciation qu'elle porte sur sa situation. Elle n'a pas toujours mangé à sa faim et aujourd'hui, elle n'en finit pas de se réjouir car elle peut « faire des commissions d'avance ». Il y a peu, elle avait dans son placard un paquet de pâtes. Aujourd'hui elle en a deux ou trois : le sentiment d'aisance, passer d'un à deux paquets de pâtes.

Nathalie, 48 ans, vit du RMI dans un foyer et espère recevoir bientôt l'allocation adulte handicapé. Avec laquelle elle compte partir pour un pays étranger enjolivé par le soleil. Après avoir beaucoup fait la fête et dépensé l'argent récupéré après deux divorces, elle a travaillé puis, ayant été harcelée, a été atteinte par la dépression et s'est retrouvée au chômage. Elle est révoltée, considère qu'elle a travaillé pour l'État en élevant deux enfants, que sa capacité en droit lui laissait espérer une autre vie et donc, comme elle le dit, « programme sa désertion » pour échapper à cet « État-voyou ». Elle pourrait assez bien illustrer la formule de l'explosion sociale, dont l'invention avait été attribuée à Edouard Balladur par les Guignols de l'info :  $\text{Bac} + 2 = \text{SMIC} - 20$ .

Intéressons-nous enfin à un cas qui va revêtir de plus en plus d'importance dans les années à venir : la pauvreté à l'âge de la retraite. Pour nombre de personnes, la retraite est synonyme d'une baisse de revenus mais celle-ci est bien plus flagrante pour les femmes que pour les hommes car on a encore affaire à des générations qui n'ont pas toujours travaillé ni de manière continue, ni à temps plein. Qui se sont par exemple souvent arrêtées pendant plusieurs années pour élever leurs enfants. Ou qui ont occupé des emplois peu

qualifiés, mal payés. Et qui, pour certaines, continuent à travailler car elles ne pourraient subsister avec leur seule petite retraite, ou leur maigre pension de réversion. D'après l'INSEE, parmi les 75 ans et plus, 12,8 % des femmes et 9,2 % des hommes vivent sous le seuil de pauvreté (tel que calculé sur les 60 % du revenu médian). Pour faire ressortir cette différence selon le genre, on peut aussi souligner que, chez les 65 ans et plus, les hommes perçoivent en moyenne une retraite globale de 1 625 €, les femmes recevant 979 €<sup>14</sup>.

Un récit de vie pour illustrer ces fins d'existence dans des conditions pas vraiment festives, et suivre les itinéraires qui ont conduit à ce type de situation.

Marguerite, née pauvre (de parents tués pendant l'exode) a vécu pauvre et l'est toujours. À 77 ans, ex-cuisinière, elle est au moment de mon enquête dans une maison de retraite, financée par sa petite pension et le Fonds national de solidarité. Veuve très jeune (avec

14. Chiffres provenant de l'échantillon inter-régimes de retraités 2004 de la DRESS (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) et concernant des carrières complètes. Si l'on prenait l'ensemble des carrières, complètes et incomplètes, l'écart entre les retraites des hommes et des femmes se creuserait puisque les femmes ont en plus souvent des carrières incomplètes.

un fils alors âgé de 5 ans), elle doit reprendre une activité qu'elle avait interrompue au moment de sa grossesse et mettre son enfant en pension. N'ayant pas de formation, elle trouve un emploi de cuisinière, mal payé, ce qu'elle présente comme un trait du travail féminin de l'époque : « Les femmes étaient moins bien considérées que les hommes. Maintenant, c'est pas pareil. C'est pas bien. Dans le fond, une femme qui travaille, elle gagne sa vie comme un homme ; là c'était moins payé, automatiquement. Un homme qui travaille a plus de possibilités d'argent qu'une femme. » La première famille de son mari a récupéré tout ce qu'il possédait. « Moi, je n'ai rien eu du tout. C'est terrible parce que l'on ne peut pas se défendre. Quand vous avez de l'argent, on vous défend. Quand vous n'en avez pas, on ne vous défend pas. Ils sont toujours du côté du plus fort. » Puis, à 47 ans, Marguerite est victime d'une embolie pulmonaire et doit arrêter de travailler. Elle perçoit alors une pension d'invalidité : « Alors là, on se retrouve dans de sales conditions, parce qu'il y a des personnes qui ont des vies bien et puis d'autres qui n'ont pas choisi. Quand ça leur arrive dessus, ils disent amen. » Marguerite a été obligée de dire amen. Elle n'a jamais pu épargner car, explique-t-elle, « lorsque tu as tout payé, il ne reste rien pour faire des économies. » Elle ne possède rien, hormis son petit compte en banque. Une vie de

pauvre qui s'achève dans la pauvreté et dans le sentiment que cette histoire n'est pas juste. Pour Marguerite, son genre, son origine, la guerre et les accidents qui ont jalonné son parcours l'ont cantonnée dans une catégorie où la vie n'a pas été facile.

Qu'elles se plaignent ou qu'elles se résignent, les pauvres vues par elles-mêmes permettent de mieux saisir la réalité d'une société où certaines sont beaucoup plus égales que d'autres. Mais quel regard portent sur les pauvres ceux qui ont échappé à ce type de situation ? Et qu'en disent la droite et la gauche ?

## RÉACTIONS

### *Nos concitoyens face aux pauvres*

Je vais tout d'abord prendre un exemple extrême que je n'ai pas traité ici puisque je souhaitais m'en tenir à la pauvreté invisible : celui des SDF qui demandent l'aumône dans la rue ou dans les transports en commun. Dans quelle mesure accepte-t-on de se démunir de son argent pour venir en aide aux nécessiteux

anonymes ? On a vu comment pouvait s'organiser la solidarité familiale, mais qu'en est-il de tous ceux, inconnus, qui mendient directement ou pour qui des associations se chargent de collecter des fonds ? Qu'est-ce que la générosité quand il ne s'agit plus de sa chair et de son sang, mais de son prochain ? Ou de sa prochaine puisqu'il y a désormais de plus en plus de femmes dans la rue ?

Il y a ceux qui donnent, notamment parce que, ayant été pauvres ou essayant de se mettre à la place de ceux et celles qui sont dans la misère, ils se représentent bien ce que cela peut signifier. Dans une deuxième catégorie, on rencontre ceux qui opèrent un tri avant d'ouvrir leur portefeuille car, pour eux, il y a les bons et les mauvais miséreux. Plusieurs ne donnent pas aux jeunes tout d'abord, car ils estiment qu'ils pourraient travailler alors qu'eux-mêmes se fatiguent à le faire, parfois en se forçant un peu. D'autres ont un doute sur la misère affichée sous leurs yeux, et craignent de se faire avoir par des simulateurs qui mendieraient pour se procurer non pas le nécessaire mais le superflu. Enfin, quelques-uns n'accordent une pièce qu'à ceux qui leur fournissent quelque chose en échange : un air de musique dans le métro par exemple. Ou n'envoient de chèques qu'à des associations pour être plus sûrs de la destination de leurs euros.

Un troisième groupe rassemble ceux qui ne donnent jamais et énoncent toutes les « bonnes raisons » qui les empêchent de distribuer leurs pièces. La première tient à ce que ceux qui mendient veulent de l'argent non pas pour manger mais pour acheter de l'alcool. Le grand mot est lâché : on leur accorderait volontiers du pain mais du vin, il n'en est pas question. Ces personnes ne conçoivent de donner que si elles peuvent elles-mêmes décider de l'emploi des fonds qu'elles distribuent. Elles ne se posent pas la question des envies que peuvent avoir leurs utilisateurs mais de ce qu'elles estiment être leurs besoins. Elles tiennent le même raisonnement que les institutions caritatives américaines entre 1870 et 1930, telles que décrites par Viviana A. Zelizer. Les pauvres ne pouvaient pas disposer librement de l'argent qu'elles leur accordaient. Cette conviction ne s'est pas tarie dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Les timbres de ravitaillement « ne permettent pas d'acheter, entre autres, des boissons alcoolisées et du tabac, des plats chauds à emporter, des casse-croûte, des vitamines ou des médicaments, des aliments pour animaux domestiques ou des articles non alimentaires.<sup>15</sup> »

15. Viviana A. Zelizer, *La signification sociale de l'argent*, Paris, Éditions Le Seuil, 2005, p. 303. Publié aux États-Unis en 1994.

Ce refus de donner de l'argent aux pauvres parce que ceux-ci iront le boire renvoie à une vieille tradition selon laquelle ils ne savent pas dépenser à bon escient ou, pire, sont voués à une forme de vice que les donateurs potentiels refusent d'entretenir, eux-mêmes étant convaincus de savoir faire le bonheur des gens malgré eux. J'ai envie d'écrire ici : mais de quoi se mêlent-ils ? Ce n'est déjà pas drôle d'être pauvre, si en plus il faut se priver...

Autre raison avancée par les personnes qui ne donnent pas ou ne donnent plus : l'argent versé aux associations n'arrive jamais à bon port, il est détourné, gaspillé. Il faut signaler ici que l'affaire de l'ARC a fait des ravages, notamment dans les élans des personnes âgées. Une troisième raison peut être avancée pour rendre compte du tarissement des dons : les vols et cambriolages divers qui font dire à l'une des femmes que j'ai interrogées qu'elle ne distribue plus d'argent car « maintenant, les pauvres se servent. C'est un autre monde... »

Mais tous les Français n'ont pas la même attitude face à ceux qui sont dans le besoin. Selon qu'ils sont à droite ou à gauche, leurs discours ne sont pas les mêmes. On entend souvent dire que le clivage gauche/droite est dépassé, propos récurrent chez certaines

de nos élites mais vite démenti par les paroles de nos concitoyens qui n'ont pas du tout, sur bien des problèmes, la même analyse. Et, à l'évidence, sur ce qu'il faut faire face aux pauvres.

Les personnes interrogées dans mon enquête ne dérogent pas à cette règle. Celles qui se situent à droite sont les seules à déclarer sans ambages qu'elles « aiment » l'argent. Non pas en attendant qu'il leur tombe du ciel et soit fourni par exemple par la génération précédente mais en insistant sur le fait qu'elles travaillent et sont prêtes à travailler plus encore et à le mériter ainsi par leurs efforts.

Le corollaire de cette glorification du travail, qui seul peut procurer, pour peu que l'on soit un peu courageux, une vraie aisance, c'est le refus de ce qu'elles appellent l'assistanat. Elles ne supportent pas l'idée que l'on puisse recevoir de l'argent « sans rien faire », et que, par conséquent, on leur ôte une partie de ce qui leur est dû pour le donner à d'autres. À leurs yeux, si ces derniers ne s'en sortent pas, c'est parce que rien ne les y pousse. Elles pensent que « les assistés n'ont pas envie d'aller travailler » et que l'assistanat est « un système qui pousse à la fainéantise ». Pour elles « tout salaire mérite travail » et elles s'insurgent contre ces aides en tout genre

qui sont apportées à ces pauvres qui ne le seraient souvent que par manque de volonté. Quand elles ont bien réussi financièrement, elles se plaignent aussi d'être jalousees par ceux qui sont restés au bas de l'échelle. Un exemple pour montrer l'ampleur de cette révolte des favorisés (de droite) contre ceux qui, à l'évidence, ne jouent pas dans la même cour. Récit de David, à propos de son frère Nathan, 22 ans, plus de 3 000 € par mois gagnés dans l'entreprise de leur père, logé, nourri, blanchi car vivant encore chez leurs parents.

« Il s'est acheté une Porsche. Eh bien, écoutez, la Porsche, tous les trois mois, il y a quelqu'un qui fait le tour avec une clé et qui raie toute la peinture. Chez nous, en France (...) c'est tout de suite : « Toi, tu es blindé, tu as une Porsche. » Les gens ne peuvent pas se dire que lui, il a rien d'autre, il ne paie rien d'autre que sa Porsche (...). Il s'est juste acheté une Porsche, il n'a pas de petite amie, il n'a pas de dépenses de sorties, son kif c'est sa Porsche, et tout son salaire passe dans sa Porsche, parce que tous les trois mois, il est obligé de la faire repeindre entièrement. »

Pauvre petit garçon riche...

À gauche, le ton et les raisonnements changent. On n'a pas le même culte de l'argent. Il ne s'agit pas ici de faire de l'angélisme et

d'affirmer que l'on ne s'intéresse pas à l'argent. On veut plutôt en posséder pour ne pas avoir à s'en préoccuper constamment. Mais on refuse de le sacrifier, de juger une personne à l'aune de ce qu'elle gagne. L'argent doit rester à sa place. C'est un moyen, non une fin. Dans cette course à l'euro, plusieurs électeurs de gauche voient un effet d'imposition par la société de conduites consuméristes qui ne devraient pas exister avec cette prégnance. Ils dénoncent « la société de consommation » qui pousse à travailler toujours plus pour avoir des rentrées supplémentaires et à exercer des activités qui ne présentent aucun intérêt et peuvent même comporter des dangers. Chez certains, le souci de l'épanouissement prime et parfois ils refusent tout simplement de se rendre complices d'un système qui tente par tous les moyens de persuader les gens qu'un compte en banque bien garni est la preuve qu'eux-mêmes ont de la valeur. Ils dénoncent aussi une autre conséquence de cette fièvre acheteuse : la vie à crédit qui peut avoir de lourdes conséquences pour les emprunteurs. On ne peut plus faire grève quand on a trop de crédits à rembourser. Mais surtout, à l'opposé des gens de droite qui fustigeaient l'assistanat, on défend mordicus l'État-providence. Car le premier credo demeure celui de la réduction des inégalités sociales, qui passe par la redistribution, par la



solidarité. On est attaché à tout ce qui est réuni sous le terme magique de « social ». On juge indispensable de prélever de l'argent là où il est, c'est-à-dire chez ceux qui en gagnent beaucoup, pour donner à ceux qui en sont dépourvus. Dans la société à laquelle les personnes de gauche aspirent, on obligerait la fourmi à devenir préteuse afin que la cigale ne périsse pas pendant l'hiver. À leur sens, l'argent ne doit pas être capté par ceux qui ont plus que ce dont ils ont besoin pour vivre, parce qu'ils sont bien nés ou plus talentueux, ou plus chanceux. Il doit aussi bénéficier à ceux qui n'ont pas la possibilité de se procurer eux-mêmes le nécessaire. On ne peut laisser personne mourir à petit feu au bord de la route.

Les identités politiques modulent donc des relations différentes à l'argent. À cet égard, la *summa divisio* apparaît bien vivante.

## EN GUISE DE CONCLUSION : QUE FAIRE ?

Le fil d'Ariane de l'argent nous a entraînés au cœur de la vie quotidienne en France. Avec ses inégalités, avec cette grande pauvreté repérable tout particulièrement au sein de la population féminine.

Et pour laquelle on est loin d'envisager les mesures qui rendraient sa situation plus acceptable. Si l'on admet avec Bruno Palier que l'État-providence français devrait « protéger collectivement les individus contre les aléas de la vie, promouvoir la solidarité envers ceux qui n'ont pas de travail, garantir une redistribution horizontale susceptible de réduire certaines inégalités<sup>16</sup> », on aperçoit le chemin qui reste à parcourir.

Dans le contexte actuel, on ne voit pas comment on pourrait indéfiniment refuser d'envisager une augmentation des minima sociaux – même si le Revenu de solidarité active prôné par Martin Hirsch peut constituer un embryon de solution<sup>17</sup> –, et surtout un relèvement du SMIC à 1 500 € bruts. Cette proposition, pourtant présente dans la campagne de 2007, fait hurler certains économistes qui évoquent les difficultés des entreprises, une éventuelle montée du chômage et un développement de l'inflation. Mais je les mets au défi de passer un seul mois avec cette somme (recalculée

16. Bruno Palier, *Gouverner la sécurité sociale*, Paris, Éditions PUF, 2005, p. 433.

17. Des sociologues du travail féminin et une économiste comme Rachel Silvera estiment pourtant que cela peut constituer une trappe de pauvreté pour des femmes reprenant un travail à temps partiel et s'y installant. Pour une analyse approfondie du RSA, cf. Jean Gadrey, « Revenu de solidarité active : les ambiguïtés », *Droit social*, décembre 2007, pp. 1228-1235.

en net) en devant se loger, se nourrir, se transporter etc. Que nos élites s'y collent, une fois, pour voir. Et qu'elles reprennent la parole ensuite. Il faudrait aussi à l'évidence développer l'aide à la petite enfance à des tarifs abordables par ces femmes pauvres. Résorber le travail à temps partiel qui les frappe de plein fouet, orienter les plus jeunes vers des filières pourvoyeuses d'emploi. Enfin il conviendrait d'étudier une prise en compte des années (ou de certaines années) dites « d'inactivité » pour des femmes qui arrivent aujourd'hui à l'âge de la retraite sans disposer de tous les trimestres qui permettent de toucher celle-ci à taux plein. Il ne s'agirait pas ici d'envisager pour l'avenir une solution qui serait susceptible d'inciter les femmes à interrompre leur activité professionnelle, ce serait leur rendre un bien mauvais service, mais de réfléchir à une sorte de plan social pour celles qui vont payer ou paient déjà au prix fort le fait d'avoir vécu dans une société où les structures et les mentalités poussaient les femmes à n'être pour un temps que des mères et des épouses. Non pas de prévoir pour demain de nouvelles modalités de retour temporaire au foyer mais d'apurer une dette auprès de celles qui, parce qu'il n'y avait guère d'aide à la petite enfance et parce que la formation au travail de la population féminine n'était pas une priorité, ont dû, à un moment

ou un autre, sacrifier la retraite à laquelle ont droit les « actives ». La liste est longue des mesures indispensables (même si certaines peuvent paraître chères) pour réduire toute cette pauvreté.

La pire des choses serait de se résigner. De céder à la tentation qui assaille Bobo, le jeune garçon mis en scène par Nadine Gordimer dans son roman *Feu le monde bourgeois*. Dialogue :

« Il dit : "De temps en temps, je voudrais que nous soyons comme les autres."

Je dis : "Quels autres ?"

"Ceux qui s'en fichent"<sup>18</sup>. »

---

18. Nadine Gordimer, *Feu le monde bourgeois*, Éditions 10/18, 1993 ; première parution, 1966.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN  
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW  
RÉALISATION : B&A

FONDATION JEAN-JAURÈS  
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00  
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01  
COURRIEL : [fondation@jean-jaures.org](mailto:fondation@jean-jaures.org)  
SITE INTERNET : [www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Janine Mossuz-Lavau

## Pauvres parmi les pauvres ? Des femmes

Selon Janine Mossuz-Lavau, la pauvreté n'est pas neutre. Elle frappe d'abord la population féminine.

Cet essai a pour objet de définir la pauvreté et le poids du genre par l'analyse des chiffres, avant de restituer ensuite, ce qui est moins connu, le vécu des femmes touchées par la pauvreté d'après une enquête qualitative menée auprès de femmes aux différents âges de la vie. Enfin, le regard que jette la société sur l'argent et la pauvreté semble rester clivant. Les citoyens de droite ou de gauche n'ont pas, à cet égard, les mêmes analyses.

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

ISBN : 2-910461-67-X

4 €